

Monsieur l'Orateur, je ne me suis pas trompé quand j'ai dit que la destinée naturelle de ce pays était l'indépendance; je le dis maintenant sur le parquet de cette Chambre.

Ainsi, il a jusque dans cette enceinte réitéré et confirmé le discours qu'il avait prononcé à Boston.

J'arrive maintenant à la guerre sud-africaine. Quelle a été en cette occasion l'attitude du premier ministre? Une crise venait de se déclarer dans l'Afrique du Sud, et l'empire avait à y faire face. Chaque colonie s'est alors empressée d'offrir sa contribution. Nous avions dans le temps le même premier ministre qu'aujourd'hui. Quelle a été son attitude? Je ne peux rien faire, a-t-il dit; je n'en ai pas le pouvoir. Le très honorable sir Charles Tupper, chef du parti conservateur à l'époque, a télégraphié d'Halifax au premier ministre, lui disant: Envoyez un contingent dans l'Afrique du Sud, et vous aurez mon appui, comme aussi celui des membres de l'opposition dans la Chambre des communes. Cela n'a pas suffi. Je ne peux pas, je n'ai pas l'autorisation qu'il faut pour cela, a-t-il répété. Dans l'intervalle, les journaux se sont emparés de la question, l'opinion publique prit l'éveil et le "Star" de Montréal fit dans la circonstance des efforts héroïques. Aux dépêches adressées par lui aux quatre coins du pays, les réponses ne se firent pas attendre, et 90 p. 100 de ces réponses disaient:

A tout risque envoyez un contingent en Afrique-sud; nous ne savons pas si, un jour ou l'autre, nous n'aurons pas nous-mêmes besoin d'aide. Il a marché à la remorque de l'opinion publique, au lieu d'en prendre lui-même la direction et il constata alors qu'il pouvait faire ce qu'il avait déclaré impossible et il expédia un bataillon du Sud-africain. Le député de Wellington-sud (M. Guthrie) voit ici la preuve du grand loyalisme du premier ministre envers la Grande-Bretagne. Je ne saurais me ranger à cet avis; si le premier ministre a pris cette attitude, c'est qu'il y a été forcé.

Venons-en à la conduite du parti libéral, durant la campagne de 1896, conduite dont le chef de l'opposition nous a fait un si brillant exposé. Voici le ministre de la Marine et des Pêcheries (M. Brodeur) qui prend la parole et s'écrie que celui qui publie pareille caricature ou qui prononce les paroles attribuées aux nationalistes, est coupable d'une infamie, d'un crime. Puis on lui prouve que la caricature qu'il condamne comme un crime a vu le jour dans l'organe officiel du parti libéral. Le député d'Ontario-sud (M. Fowkes) a prononcé une longue harangue, remplie de platitudes, ne contenant rien de pratique. Il ignorait à ce moment que cette caricature avait vu le jour dans le journal même du ministre. Il ignorait que ces discours adressés

aux électeurs de Drummond-et-Arthabaska dataient de ces années passées et d'une époque où des réformateurs disaient au peuple qu'il ne fallait point se battre pour la Grande-Bretagne. Il ignorait que la presse du premier ministre avait exprimé ces sentiments. Le député d'Ontario-sud a formulé quelques-uns de ses principes élémentaires; or, un de ces principes c'est que n'eût été l'adoption de la grande charte, il y a huit cents ans, des expressions comme celles employées par le ministre de la Marine et des Pêcheries (M. Brodeur) auraient autorisé le Gouvernement à incarcérer les auteurs de ces affirmations et à les y laisser expier leur faute.

Il ignorait que le ministre de la Marine et des Pêcheries se fût servi de ces expressions à l'époque en question et c'est ainsi que nous sommes attaqués en arrière par le député d'Ontario-sud.

Puis, plus tard, on aborde la campagne électorale de Drummond-et-Arthabaska. Mentionnons en passant, le discours prononcé par le député de Huron-sud (M. McLean), discours qui, à mon avis, n'est pas d'un patriote. Cependant, le chef du Gouvernement n'a pas répudié ce discours. Écoutons le député de Huron-sud (M. McLean).

Monsieur l'Orateur, la prétention la plus absurde qu'on ait jamais formulée au sein de cette Chambre, c'est que la Grande-Bretagne a protégé nos côtes contre l'invasion étrangère. Je le demande ici: quand est-il un seul homme qui se souvienne qu'un ennemi ait jamais menacé nos côtes? L'incursion des Fénéens est le seul fait dont j'aie souvenance et cette agression a été inspirée non pas par la haine du Canada, mais bien par celle de la Grande-Bretagne, parce que celle-ci refusait à une partie de ses sujets les libertés et les privilèges auxquels ils croyaient avoir justement droit. (Extrait du harsard de 1910.)

Voilà, monsieur le Président, des sentiments que nul député de la gauche ne voudrait exprimer et le député de Huron-sud a le devoir de retirer ces paroles. L'autre jour, M. S. S. McClure, un des plus importants éditeurs de journaux et de périodiques aux États-Unis, était de passage à Ottawa et voici ce qu'il disait au sujet de la flotte britannique:

Si j'étais en mesure de vous donner un avis, rôle que je récusé, je vous donnerais le conseil que voici. D'abord, j'établirais avec assez de lucidité et assez clairement pour que tous, hommes, femmes et enfants le gravent au plus profond de leur cœur qu'aujourd'hui la plus importante institution du monde pour la paix et la justice ainsi que la sécurité des grandes avenues du commerce, c'est la flotte britannique.

Monsieur l'Orateur, j'abonde dans le sens de ces observations de M. McClure et si je ne me trompe, mes collègues de gauche se rangent de son avis touchant la puissance exercée pour le bien de l'humanité par la